

VENTE

SUR SAISIE IMMOBILIERE

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal Judiciaire de
BOURG EN BRESSE, Département de l'AIN

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

Le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de BOURG
EN BRESSE, Département de l'AIN a tranché en l'audience
publique du

La sentence d'adjudication suivante :

<p>CAHIER DES CONDITIONS DE LA VENTE Clauses et Conditions</p>

Auxquelles seront adjugés, à l'audience de vente du Juge de
l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de BOURG EN
BRESSE, au plus offrant des enchérisseurs, les biens et droits
immobiliers suivants :

*Sur la commune de CHATILLON-SUR-CHALARONNE (01), 16
Place des droits de l'homme, Lotissement Bellevue, et figurant au
cadastre de ladite commune : Section C n°2665 – 16 Place des
droits de l'homme – pour 8a 66ca :*

*Une maison à usage d'habitation de plain-pied, comprenant une
entrée, séjour-salon, bureau, trois chambres, salle de bains, wc,
une extension où se trouve la cuisine en cours de réalisation et une
buanderie*

Avec sol et terrain attenant.

PROCEDURE

La présente procédure de saisie immobilière et de distribution du prix est poursuivie

à l'encontre de :

1/ **Monsieur** [REDACTED], Artisan Bâtiment, né le 20 septembre 1985 à [REDACTED] nationalité française marié à Madame Paméla DUMONTEL le 16 juillet 2011 à Saint-Trivier-sur-Moignans (01) et demeurant 366 Rue Barrit à 01400 CHATILLON SUR CHALARONNE

2/ [REDACTED] [REDACTED] rveuse, née le 15 [REDACTED] [REDACTED] (42300), épouse de Monsieur Kévin [REDACTED] sur mariage célébré le 16 juillet 2011 à Saint-Trivier-sur-Moignans (01), de nationalité française, demeurant 68 Rue du Rivage BAT C à 42300 ROANNE

Aux requêtes, poursuites et diligences de

La société COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS, Entreprise régie par le Code des Assurances, Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 160 995 996,00 €, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE (92) sous le numéro 382.506.079 (SIRET 38250607900054), dont le siège social est 16 rue Hoche - Tour Kupka B - 92919 LA DEFENSE CEDEX, représentée par le Président de son Conseil d'Administration domicilié es qualité audit siège,

Ayant pour Avocat Maître Philippe REFFAY de la SCP REFFAY ET ASSOCIES, Avocat au Barreau de l'AIN, domiciliée 44, rue Léon Perrin, BP 157 – 01004 BOURG EN BRESSE, lequel se constitue sur la présente poursuite de vente.

Suivant commandement du ministère de :

- pour [REDACTED] : la SELARL AHRES huissier de justice à BRESSE y demeurant 16 rue de la Grenouillère en date du 17 décembre 2020

- pour [REDACTED] L : Maître Bernadette GEAY-LOLLIER huissier de justice à ROANNE y demeurant 23 rue Georges Ducarre en date du 30 décembre 2020

En vertu et pour l'exécution de :

un **jugement** réputé contradictoire et en premier ressort **rendu par le Tribunal de Grande Instance de BOURG-EN-BRESSE le 13.06.2019**, signifié à parties les 12 et 18.07.2019, à ce jour définitif selon certificat de non-appel en date du 20.09.2019.
Ledit jugement garanti par une **inscription d'hypothèque judiciaire** publiée au Service de la Publicité Foncière de Trévoux le 26.09.2019 Volume 2019 V n°2864

Pour avoir paiement de la somme de :

- Principal PRIMO PRIVILEGE	130 151,08 €
Selon jugement	123 614,21 €
Capitalisation intérêts (2,61% du 10.12.2018 au 09.12.2019)	3 226,33 €
Capitalisation intérêts (2,61% du 10.12.2019 au 09.12.2020)	3 310,54 €
- Principal PRIMOLIS PRIVILEGE	117 847,91 €
Selon jugement	111 277,34 €
Capitalisation intérêts (2,91% du 10.12.2018 au 09.12.2019)	3 238,17 €
Capitalisation intérêts (2,91% du 10.12.2019 au 09.12.2020)	3 332,40 €
- Frais	6 642,20 €
HJP SPF Trévoux 26.02.2019 Vol 2019 V n°568	4 256,19 €
Dénonciation HJP + assignation M	105,49 €
Dénonciation HJP + assignation Mme	106,09 €
Timbre CNBF	13,00 €
Signification M	85,87 €
Signification Mme	88,07 €
HJ SPF Trévoux 26.09.2019 Vol 2019 V n°2864	1 987,49 €
TOTAL DU AU 09.12.2020	254 641,19 €
Outres intérêts postérieurs sur 130 151,08 € au taux de 2,61% capitalisables annuellement	
Outres intérêts postérieurs sur 117 847,91 € au taux de 2,91% capitalisables annuellement	

Le coût du commandement et tous frais conséquents faits ou à faire, susceptibles d'être avancés par le créancier pour le recouvrement de sa créance et la conservation de son gage et sous réserve et sans préjudice de tous autres dus, droits et actions, des intérêts sur intérêts en cours, de tous autres frais et légitimes accessoires, offrant de tous détail et liquidation en cas de règlement immédiat et en tenant compte de tous acomptes qui auraient pu être versés.

Ce commandement de payer valant saisie contient les copies et énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, c'est-à-dire :

- 1) La constitution de **Maître Philippe REFFAY de la SCP REFFAY ET ASSOCIES**, Avocat au Barreau de l'AIN, domiciliée 44, rue Léon Perrin, BP 157 – 01004 BOURG EN BRESSE pour la **Société COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS** avec élection de domicile en son cabinet.
- 2) L'indication de la date et de la nature du titre exécutoire en vertu duquel le commandement est délivré ;
- 3) Le décompte des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus, ainsi que l'indication du taux des intérêts moratoires ;
- 4) L'avertissement que le débiteur doit payer lesdites sommes dans un délai de huit jours, qu'à défaut de paiement, la procédure à fin de vente de l'immeuble se poursuivra et qu'à cet effet, le débiteur sera assigné à comparaître à une audience du juge de l'exécution pour voir statuer sur les modalités de la procédure ;
- 5) La désignation de chacun des biens ou droits sur lesquels porte la saisie immobilière, telle qu'exigée par les règles de la publicité foncière, ainsi qu'une copie de la matrice cadastrale.
- 6) L'indication que le commandement vaut saisie de l'immeuble et que le bien est indisponible à l'égard du débiteur à compter de la signification de l'acte et à l'égard des tiers à compter de la publication de celui-ci auprès du service de la publicité foncière de TREVOUX
- 7) L'indication que le commandement vaut saisie des fruits et que le débiteur en est séquestre ;
- 8) L'indication que le débiteur garde la possibilité de rechercher un acquéreur de l'immeuble saisi pour procéder à sa vente amiable ou de donner mandat à cet effet et la mention que cette vente ne pourra néanmoins être conclue qu'après autorisation du juge de l'exécution ;
- 9) La sommation, lorsque le bien fait l'objet d'un bail, d'avoir à indiquer à l'huissier de justice les nom, prénom et adresse du preneur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social ;
- 10) L'indication qu'un huissier de justice pourra pénétrer dans les lieux afin de dresser un procès-verbal de description de l'immeuble ;

- 11) L'indication que le juge de l'exécution territorialement compétent pour connaître de la procédure de saisie et des contestations et demandes incidentes y afférentes est celui du Tribunal Judiciaire de BOURG EN BRESSE siégeant 32, Avenue Alsace Lorraine, 01000 BOURG EN BRESSE ;
- 12) L'indication que le débiteur qui en fait préalablement la demande peut bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle s'il remplit les conditions de ressources prévues par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de ladite loi ;
- 13) L'indication, si le débiteur est une personne physique, que s'il s'estime en situation de surendettement, il a la faculté de saisir la commission de surendettement des particuliers instituée par l'article L. 712-1 du code de la consommation.
- 14) Si le créancier saisissant agit en vertu d'une transmission, à quelque titre que ce soit, de la créance contenue dans le titre exécutoire fondant les poursuites, le commandement vise en outre l'acte de transmission à moins que le débiteur n'en ait été régulièrement avisé au préalable.

Ces commandements n'ayant pas reçu satisfaction, ont été publiés pour valoir saisie auprès du service de la publicité foncière de TREVOUX :

- [REDACTED] : en date du 03/02/2021, volume 2021 S n° [REDACTED]
[REDACTED] L en date du 03/02/2021, volume 2021 S n°00002

Le service de la publicité foncière de TREVOUX a délivré le 4 février 2021 un état hypothécaire certifié à la date de publication des commandements de payer valant saisie.

(Cf États hypothécaires sur formalité ci-annexé)

De même et par exploit en date du 15 mars 2021 délivré par Maître Bernadette GEAY-LOLLIER , huissier de justice à ROANNE 23 rue Georges Ducarre et la SELARL AHRES huissier de justice à BOURG EN BRESSE y demeurant 16 rue de la Grenouillère , la Société COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS a fait délivrer à Monsieur [REDACTED] la [REDACTED] ce

d'orientation de Monsieur le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de BOURG EN BRESSE pour le Mardi 4 mai 2021 à 14 H.

(Cf assignations ci-annexées)

L'adjudication aura lieu en 1 lot pardessus la ou les mises à prix ci-après indiquées :

80.000,00 €

QUATRE VINGT MILLE EUROS

offerte(s) par le poursuivant, outre les clauses et conditions du présent cahier des charges.

CLAUSES ET CONDITIONS SPECIALES

A - DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS A VENDRE

En conséquence, il sera procédé à la vente aux enchères publiques à l'audience des ventes du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de BOURG EN BRESSE en UN LOT, des biens et droits immobiliers qui sont désignés comme suit au commandement sus indiqué :

Sur la commune de CHATILLON-SUR-CHALARONNE (01), 16 Place des droits de l'homme, Lotissement Bellevue, et figurant au cadastre de ladite commune : Section C n°2665 – 16 Place des droits de l'homme – pour 8a 66ca :

Une maison à usage d'habitation de plain-pied, comprenant une entrée, cuisine, séjour-salon, bureau, deux chambres, salle de bains, wc, garage

Avec sol, cour et terrain attenant.

Le bien forme le lot n°16 du lotissement dénommé « Bellevue » autorisé par arrêté délivré par Monsieur le Maire de CHATILLON-SUR-CHALARONNE, en date du 27.10.1987 n°01.093.86.G.3067 et d'un arrêté modificatif en date du 31/01/1989

L'ensemble des pièces constitutives du lotissement a déposé au rang des minutes de Maître RIGOT, notaire à CHATILLON SUR CHALARONNE, le 04.04.1989, publié au Service de Publicité Foncière de TREVOUX le 10.05.1989 volume 5350 n°21.

Et tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

Selon acte en date du 05/02/2021, la SELARL AHRES, huissier de justice à BOURG EN BRESSE y demeurant 16 rue de la Grenouillère a procédé à un procès-verbal descriptif des biens et droits immobiliers mis en vente ci-après annexé.

(Cf. PV Descriptif ci-annexé)

La copie de la matrice cadastrale délivrée par le Centre des Impôts Fonciers de BOURG EN BRESSE est jointe au présent cahier des conditions de la vente.

(Cf. extraits cadastraux ci-annexés)

B - RENSEIGNEMENTS SUR LA DATE D'ACHEVEMENT DES IMMEUBLES RECEMMENT CONSTRUITS (C.G.I. ANN. II, ART. 258)

C - ORIGINES DE PROPRIETE

Immédiate

Lesdits biens et droits immobiliers **appartiennent indivisément à Monsieur [REDACTED] et à son épouse Madame Pamela Ma [REDACTED] de l'acquisition faite des consorts : Madame Yvonne Hélène Louise BERTHIAS née le 13.12.1922 à DECIZE (58), Madame Christiane Jeanne Hélène GOMBAULT née le 03.08.1955 à HOUILLES (78), Madame Danièle Andrée Louise GOMBAULT née le 15.05.1951 à HOUILLES (78) et Monsieur Jean-Pierre LAVIE né le 14.11.1950 à HOUILLES (78) selon acte reçu de Maître LAPALUS - Notaire à CHATILLON SUR CHALARONNE le 02 septembre 2016 dont publication au Service de la Publicité Foncière de TREVOUX le 23 septembre 2016 Volume 2016 P n° 4370**

Antérieure

Lesdits biens et droits immobiliers appartenant précédemment à **Madame Yvonne Hélène Louise BERTHIAS** née le 13.12.1922 à DECIZE (58) à hauteur de moitié, à **Madame Christiane Jeanne Hélène GOMBAULT** née le 03.08.1955 à HOUILLES (78) à hauteur d'un quart, à **Madame Danièle Andrée Louise GOMBAULT** née le 15.05.1951 à HOUILLES (78) et à Monsieur Jean-Pierre **LAVIE** né le 14.11.1950 à HOUILLES (78) à hauteur de l'autre quart, par suite de :

A/ ACQUISITION/CONSTRUCTION PAR LES CONSORTS GOMBAULT :

Le terrain par suite de l'acquisition qu'elles en ont faite dans cette proportion de :

La Commune de CHATILLON SUR CHALARONNE située dans le Département de L'AIN, aux termes d'un acte reçu par Maître RIGOT, notaire à CHATILLON SUR CHALARONNE (Ain), le 29 mars 1991,

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de TREVoux, le 19 avril 1991, volume 1991P, numéro 1961.

La construction pour l'avoir édifiée au cours de l'année 1992.

B/ ADOPTION DU REGIME DE LA COMMUNAUTE UNIVERSELLE PAR LES EPOUX LAVIE/GOMBAULT

Aux termes d'un acte reçu par Me PIROLLET, Notaire à CHATILLON SUR CHALARONNE(Ain), le 23 septembre 2009, les époux GOMBAULT/LAVIE, ont déclaré vouloir changer leur régime matrimonial initial de communauté légale d'acquêts en communauté universelle avec attribution intégrale au profit du survivant. Aux termes de cet acte les époux ont fait apport à la communauté des biens immobiliers leur appartenant en propre.

Une fois les formalités de publicité prévue par la loi effectuées, ledit Me PIROLLET a établi l'acte d'apport à communauté contenant constatation de non-opposition, le 5 janvier 2010.

Une copie authentique de ces actes a été publiée au bureau des hypothèques de TREVoux, le 12 février 2010, volume 2010P, numéro 696.

D - SYNDIC

Sans objet

E - RENSEIGNEMENTS D'URBANISME

Les renseignements d'urbanisme feront l'objet d'un dire ultérieur.

F- SERVITUDES

Il résulte de la lecture de l'acte de d'acquisition reçu par Me LAPALUS le 02/09/2016 publié au Service de Publicité Foncière de TREVoux le 23/09/2016, volume 2016 P n°4370, que :

«

Le VENDEUR déclare :

**n'avoir créé ni laissé créer de servitude,*

**qu'à sa connaissance, il n'en existe pas d'autres que celles résultant le cas échéant de l'acte, de la situation naturelle des lieux, de la loi, de l'urbanisme du cahier des charges ou de celles-ci-après rappelées telles qu'elles résultent de l'acte reçu par Me RIGOT, notaire à CHATILLON SUR CHALARONNE (Ain), le 29 mars 1991, contenant vente la Commune de CHATILLON SUR CHALARONNE au profit des vendeurs aux présentes :*

RAPPEL DE SERVITUDES

I-Servitude SOCIETE DES COURSES HIPPIQUES

Il est ici rappelé que la SOCIETE DES COURSES HIPPIQUES DE CHATILLON SUR CHALARONNE, association déclarée dont le siège est à CHATILLON SUR CHALARONNE (Ain),

Est propriétaire d'un immeuble voisin du lotissement objet des présentes, sis à CHATILLON SUR CHALARONNE (Ain) lieudit « Bellevue » cadastré section C,

N°2486 pour 15a 68ca

N°2489 pour 17a 05ca

N°2491 pour 3a 91ca

Ensemble : 36a 64ca

Pour l'avoir acquis de la Commune de CHATILLON SUR CHALARONNE suivant acte reçu par Maître BRUNET, Notaire à CHATILLON SUR CHALARONNE, le 29 Décembre 1984, publié au bureau des hypothèques de TREVoux le 17 janvier 1985, volume 4813 numéro 11.

Dans cet acte il a été constitué une servitude au profit de la SOCIETE DES COURSES HIPPIQUES DE CHATILLON SUR CHALARONNE, sur partie de l'immeuble appartenant à la Commune de CHATILLON SUR CHALARONNE et formant actuellement le lotissement objet des présentes, dans les termes ci-après transcrits :

« La Société des courses Hippiques de CHATILLON SUR CHALARONNE est autorisée à construire des boxes sur la parcelle présentement vendue, en limite de propriété, au sud et à L'Ouest de ladite parcelle, le long de la limite du lotissement.

La société des Courses Hippiques est autorisée à aménager une sortie sur la voie du lotissement que la Commune de CHATILLON SUR CHALARONNE envisage de créer dans les terrains qu'elle vient d'acquérir de Madame DANCER, ci-dessus nommée.

Le fonds servant est le n°2488 de la section C, lieudit 3Bellevue » d'une contenance de 1hectare 48 ares 27 centiares, qui appartient

à la commune venderesse par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de Madame DANCER, suivant acte reçu par Maître BRUNET, notaire soussigné, et Maître DENIEUL, notaire sus-nommé, les 30 Novembre et 6 Décembre 1984, énoncé dans l'origine de propriété, en cours de formalité à la Conservation des Hypothèques de TREVoux. »

L'assiette et le cantonnement de cette servitude ne peuvent pas être définis actuellement, le géomètre n'ayant pas identifié par des numéros cadastraux distincts la voirie du lotissement. Cette servitude fera donc l'objet d'une convention ultérieure pour laquelle la Commune de CHATILLON SUR CHALARONNE s'est réservée tous pouvoirs, lesquels pouvoirs sont confirmés par l'Acquéreur.

Toutefois, jusqu'à la régularisation de cette convention, la Commune de CHATILLON SUR CHALARONNE, lotisseur, imposera à la SOCIETE DES COURSES HIPPIQUES DE CHATILLON SUR CHALARONNE qu'elle n'exerce son droit de passage que sur la voirie du lotissement.

II-Servitude PERRONIER

En raison des engagements pris dans l'acte de vente par madame DANCER, à Monsieur et Madame Yves PERRONNIER reçu par Maître BRUNET, Notaire à CHATILLON SUR CHALARONNE, le 13 février 1981, publié au bureau des Hypothèques de TREVoux le 3 Mars 1981, volume 4292 numéro 5, engagements repris par la Commune de CHATILLON SUR CHALARONNE dans son acquisition de Madame DANCER suivant acte reçu par Maître BRUNET, Notaire susnommé, le 29 décembre 1984, publié au bureau des Hypothèques de TREVoux le 17 Janvier 1985, volume 4813 numéro 11, il sera concrétisé ultérieurement une servitude de droit de passage au profit de l'immeuble sis à CHATILLON SUR CHALARONNE (Ain) contigu au lotissement objet des présentes, et cadastré section C :

-N° 2214 pour 30a 51ca

-N° 2217 pour 00a 33ca

Ensemble 30a 84ca

Appartenant à :

Monsieur Yves Bernard PERRONNIER, kinésithérapeute, et Madame Bernadette Marguerite Marie SABY, son épouse demeurant ensemble à CHATILLON SUR CHALARONNE (Ain). Cette servitude de passage s'exercera sur la voirie du lotissement, mais elle ne peut pas être localisée actuellement, le géomètre n'ayant pas identifié par des numéros cadastraux distincts la voirie du lotissement.

Cette servitude fera donc l'objet d'une convention ultérieure pour laquelle la Commune de CHATILLON SUR CHALARONNE s'est réservé tous pouvoirs ; lesquels pouvoirs sont confirmés par l'Acquéreur.

III-Branchement au réseau de distribution de gaz

L'Acquéreur reconnaît être informé, ainsi que cela est rappelé dans le cahier des charges du lotissement, qu'il devra obligatoirement raccorder son pavillon d'habitation au coffret de branchement GAZ DE FRANCE incorporé dans la murette de l'entrée du lot, et utiliser le gaz pour les trois usages domestiques

(chauffage, cuisine et production d'eau chaude). »

Le VENDEUR déclare qu'il déverse une partie des eaux pluviales provenant de sa propriété dans la canalisation publique d'évacuation des eaux pluviales située le long de la limite Sud de la parcelle cadastrée section C numéro 1478 appartenant à Monsieur et Madame MOREL.

Le VENDEUR déclare en outre que la haie de cyprès située en limite Est de la propriété objet des présentes est mitoyenne avec la propriété voisine appartenant à Madame GERBET et que la Haie de troènes située sur la limite Ouest du BIEN dépend de l'espace vert communal.

G - SUPERFICIE

Ainsi qu'il résulte du certificat de mesurage établi par la société BATIMEX, la superficie privative est de 91,20 m² outre 55,84 m² d'annexe.

H - DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE UNIQUE

Conformément à l'article L 271-4-1 du titre 7 du livre II du code de la construction et de l'habitation, il est annexé au présent cahier des conditions de la vente, le dossier de diagnostic technique.

(Cf. dossier de diagnostic technique ci-annexé)

Assainissement : il résulte de la lecture de l'acte d'acquisition reçu par Me LAPALUS le 02/09/2016 que :

« le vendeur déclare sous sa seule responsabilité que l'immeuble est raccordé au réseau d'assainissement, ainsi que le confirme la note de renseignements d'urbanisme susvisée, annexée aux présentes mais ne garantit aucunement la conformité de l'installation aux normes actuelles en vigueur »

I - OCCUPATION

Les biens mis en vente sont inoccupés.

J - DROITS DE PREEMPTION OU DROITS DE SUBSTITUTION

Précisions à rappeler le cas échéant par le rédacteur du cahier des conditions de la vente si nécessaire.

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- S.A.F.E.R.- Locataires fermiers- Locataires dans immeuble en copropriété- Zones à périmètre sensible- Z.I.F.- Etc..... |
|---|

Selon la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 :

Article 108 :

Le titre 1^o du livre 6 du Code de la Construction et de l'Habitation est complété par un chapitre 6 ainsi rédigé :

Dispositions applicables en matière de saisie-immobilière du logement principal.

Article L 616 :

En cas de vente sur saisie-immobilière d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble constituant la résidence principale d'une personne qui remplit les conditions de ressources pour l'attribution d'un logement à loyer modéré, il est institué au bénéfice de la commune un droit de préemption destiné à assurer le maintien dans les lieux du saisi.

Ce droit de préemption est exercé suivant les modalités prévues par le Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption urbain.

En cas de vente par adjudication, lorsque cette procédure est rendue obligatoire de par la loi ou le règlement, la commune peut déléguer ce droit dans les conditions définies à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme à un Office Public d'Habitation à Loyer Modéré ou Office Public d'Aménagement et de Construction.

Toutes les indications qui précèdent ont été réunies par l'Avocat poursuivant, à l'aide de renseignements qu'il a pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.

En conséquence, il ne pourra être recherché à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.

Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur de se procurer lui-même tous titres établissant la propriété du lot immobilier mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.

CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE IER : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er – Cadre juridique

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

Article 2 – Modalités de la vente

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

Article 3 – État de l'immeuble

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

Article 4 – Baux, locations et autres conventions

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

Article 5 – Prémption, substitution et droits assimilés

Les droits de prémption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

Article 6 – Assurances et abonnements divers

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et

dépens de la vente.

Article 7 – Servitudes

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

Chapitre II : Enchères

Article 8 – Réception des enchères

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

Article 9 – Garantie À fournir par l'acquéreur

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné à l'article 13, conformément aux dispositions de l'article R.322-10-6° du Code des procédures civiles d'exécution, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

Article 10 – Surenchère

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent

la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

Article 11 – Réitération des enchères

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

Chapitre III : Vente

Article 12 – Transmission de propriété

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

Article 13 – Désignation du séquestre

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

Article 14 – Vente amiable sur autorisation judiciaire

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et

consignations conformément à l'article R. 322-23 du Code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur ont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du Code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

Article 15 – Vente forcée

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du Code civil.

Article 16 – Paiement des frais de poursuites

Conformément à l'article 1593 du Code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de

la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

Article 17 – Droits de mutation

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

Article 18 – Obligation solidaire des co-acquéreurs

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

Chapitre IV : Dispositions postérieures à la vente

Article 19 – Délivrance et publication du jugement

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au Service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

Article 20 – Entrée en jouissance

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

Article 21 – Contributions et charges

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

Article 22 – Titres de propriété

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

Article 23 – Purge des inscriptions

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil.

Article 24 – Paiement provisionnel du créancier de 1er rang

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1er rang pourra, par l'intermédiaire

de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

Article 25 – Distribution du prix de vente

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R.331-1 à R.334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

Article 26 – Election de domicile

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

Chapitre V : Clauses spécifiques

Article 27 – Immeubles en copropriété

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

Article 28 – Immeubles en lotissement

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

Ainsi fait et dressé par Me Philippe REFFAY de la SCP REFFAY & ASSOCIES, avocat poursuivant, sur 23 pages, sans compter les annexes.

A BOURG EN BRESSE, le 17 mars 2021

Pour la SCP REFFAY & ASSOCIES,
Maître Philippe REFFAY
L'un d'eux.



Pièces annexées au cahier des conditions de vente :

- Copie de l'assignation à comparaître à l'audience d'orientation signifiée le 15 mars 2021 à Monsieur [REDACTED]
- copie de l'assignation à comparaître à l'audience d'orientation signifiée le 15 mars 2021 à Madame P [REDACTED]
- Etat hypothécaire sur formalité de publication du commandement.